* **Ce que l'on sait de "Bridge", au coeur d’un nouveau scandale en Ehpad**

Après le scandale du groupe Orpéa révélé par le journaliste Victor Castanet dans son livre "Les Fossoyeurs", la cellule investigation de Radio France révèle les pratiques de Bridge.

Le groupe, fondé en 2017 par Charles Memoune, un ancien consultant d’Ernst & Young, a racheté 34 établissements en 5 ans, d'une capacité totale d'un peu plus de 2 000 lits. Au coeur des révélations, un manque de personnel qui entraine des difficultés dans la continuité des soins.

**Des primes supprimées car "l'Ehpad n'est pas assez rentable"**

Dans son enquête, [Radio France](https://www.franceinter.fr/societe/les-methodes-contestees-du-gestionnaire-d-ehpad-bridge)s'intéresse notamment à l'établissement d'Horbourg-Wihr, près de Colmar (Haut-Rhin). Selon des proches de résidents interrogés, la situation a changé depuis le rachat par le groupe Bridge, en décembre dernier.

"Quinze jours après le rachat, Bridge est venu nous annoncer que les tarifs allaient augmenter, que la masse salariale est trop élevée, que l'Ehpad n'est pas assez rentable, des primes ont été supprimées", racontait en février à [France Bleu](https://www.francebleu.fr/emissions/l-invite-de-la-redaction-de-7h45/alsace/pierre-emmanuel-george-medecin-geriatre-a-l-ehpad-des-fontaines-a-horbourg-wihr) Pierre-Emmanuel George, médecin gériatre à l'Ehpad des Fontaines à Horbourg-Wihr. Ces primes, selon l'enquête de [Radio France,](https://www.franceinter.fr/societe/les-methodes-contestees-du-gestionnaire-d-ehpad-bridge) ce sont des primes de remplacement, d’assiduité et de participation qui représentent entre 100 et 150 euros net sur le salaire d’une aide-soignante.

**Une femme de ménage et une aide-soignante pour surveiller 84 "clients"'**

À son arrivée, le groupe Bridge demande à la directrice de l'Ehpad d'Horbourg-Wihr de supprimer huit postes équivalent temps plein, elle refuse et est licenciée pour "insubordination". Son remplaçant reste six semaines en poste, précise le Canard enchainé. Entre départs forcé ou volontaires, l’établissement ne fonctionne plus qu'avec trois aides-soignantes par étage, contre auparavant cinq aides-soignantes au deuxième étage pour 42 résidents très dépendants et quatre au premier étage pour 42 résidents un peu plus autonomes.

Le Canard Enchainé rapporte la situation de la nuit du 27 février, où "faute de personnel, la direction fait appel à une femme de ménage et une aide-soignante pour surveiller 84 résidents", que le groupe fait appeler "clients" auprès de ses salariés, précise l'hebdomadaire.

**Des douches peu fréquentes, couches les unes sur les autres...**

Conséquence : la santé des résidents se dégrade. Douches données de manière aléatoire, aggravation de l'état de santé en raison d'un manque de sollicitation des résidents... Les aides-soignantes en place constatent la dégradation des conditions de travail et de vie des résidents.

Le Canard Enchainé relayait fin mars des témoignages évoquant des résidents portant deux couches l'une sur l'autre, ou encore des douches trop éloignées. Réponse de la direction : "Nous respectons le refus de certains résidents de prendre une douche". L'ARS, prévenue par des soignants et des familles de résidents, explique à [Radio France](https://www.franceinter.fr/societe/les-methodes-contestees-du-gestionnaire-d-ehpad-bridge)avoir conscience du "climat social dégradé" et des "difficultés de ressources humaines" dans cet Ehpad.

**Un Ehpad interdit de recevoir de nouveaux résidents**

Des témoignages de proches de résidents d'autres établissements gérés par Bridge témoignent des mêmes difficultés. À Lutterbach : "Samedi dernier, il était 15h30. J’avais prévenu que je venais accompagnée de mon père. Mais là encore, ma mère était en pyjama. Papa a fait semblant de ne pas voir. Quand je l'ai ramené chez lui, il a fait une crise de larmes, et il a dit 'mais c'est ma femme, qu'est-ce qu'ils en font ?' C'est très dur", témoigne Christiane auprès de Radio France.

Le groupe Bridge affirme auprès de Radio France que les problèmes décrits étaient déjà existants dans les trois établissements de l’Est de le France achetés fin décembre 2021. Ces dysfonctionnements ne concerneraient pourtant pas que les établissements de cette partie de l'Hexagone. Les agences régionales de santé d’Ile-de-France, de Normandie et du Centre-Val de Loire ont, elles-aussi, reçu des signalements de familles et de salariés du groupe.

Un établissement du Calvados a même été placé sous administration provisoire début mars en raison de "dysfonctionnements graves" avant qu'elle ne soit levée par la justice. L'établissement a toutefois interdiction d'accueillir de nouveaux pensionnaires durant 6 mois en raison "d'une insuffisance chronique de moyens en personnels (…) qui ne permet pas d'assurer une prise en charge satisfaisante des résidents lors des toilettes, des repas et des coucher".

**Bridge nie les accusations**

Une ancienne responsable d'un établissement dirigé par Bridge explique : "Lors de la visite de pré-admission, on montre aux familles un kit de présentation dans la future chambre du résident : un dessus de lit, un joli cadre, un vase avec des fleurs et un fauteuil très confortable… qui sont immédiatement enlevés une fois le contrat signé”, détaille-t-elle à Radio France, évoquant également des "seringues périmées", ou encore une "chambre sans chauffage pendant deux ans".

Des accusations là aussi balayées par la direction du groupe : "Les audits internes du réseau, ni le récent contrôle inopiné de l’ARS n’ont révélé de non-conformité autour de la gestion des seringues. Si un audit devait mettre en lumière une quelconque non-conformité, nous prendrions les mesures qui s’imposent avec la plus grande célérité".

Selon Radio France, dans plus de la moitié des établissements, le groupe Bridge accueille plus de résidents que les ARS ne l’autorisent. La direction du groupe affirme n'avoir "jamais dépassé sur l’année l’occupation autorisée pour les places financées". Une pratique pour laquelle Orpéa a également été épinglée.